



énergie nucléaire

une bataille politique



Nous sommes tous concernés par le choix du gouvernement et de l'E.D.F. Et pourtant, il a fallu l'affaire du référendum de Flammanville pour que la question d'une consultation populaire soit posée. Nous exigeons le contrôle sur toutes ces décisions, qu'elles concernent l'immédiat ou l'avenir. Encore faut-il, pour que cela soit possible, disposer de l'information.

En particulier, tout a été fait comme si il n'y avait pas de solution alternative sérieuse au nucléaire pour les années à venir et surtout, tout a été fait pour que cette alternative paraisse impossible :

— en ce qui concerne les sources d'énergie principales, qui sont surtout constituées par les carburants fossiles, la plus grande incertitude règne sur les réserves réelles de pétrole, et le silence est fait sur les énergies de charbon (Jura) ;

— en ce qui concerne les énergies de substitution ou complémentaires, aucune recherche sérieuse n'est engagée, ni sur le géothermique (pourtant déjà exploité en Italie et en U.R.S.S.), ni sur les schistes bitumineux, ni sur les énergies solaires et éoliennes.

Quand l'information a-t-elle été donnée sur tous ces problèmes ?

De la même manière, il a fallu « l'appel des 400 » pour que la vérité sur les problèmes de sécurité apparaisse. Les informations données par l'E.D.F. lors des enquêtes préalables sont d'une pauvreté scandaleuse : les agriculteurs ne s'y sont pas trompés !

Les risques de militarisation

Un tout autre danger se profile derrière les questions de sécurité. La société actuelle, si elle peut les prendre en charge, n'a qu'une seule réponse : l'extension du contrôle militaire sur les activités civiles.



Le développement de la force nucléaire stratégique, les exigences de sécurité dans la production, le transport, le stockage du matériel et celles de la défense d'un territoire soumis au risque atomique ont entraîné une véritable mutation du rôle de l'armée : c'est l'apparition de la sécurité militaire dans les entreprises, la défense opérationnelle du territoire, la protection des points sensibles

prioritaires.

Qui peut ignorer que la concentration simultanée sur le territoire français d'installations nucléaires importantes risque d'entraîner des mesures analogues (quitte à prendre le prétexte des risques d'attaques, d'attentats, de chantage, etc..) ?

A travers le nucléaire et les incertitudes actuelles sur la sécurité, c'est le visage de la société française de demain qui se prépare. La lutte contre le nucléaire rejoint donc



celle que nous menons pour le contrôle populaire sur l'armée.

Le débat sur la croissance

C'est aussi le type de croissance économique et sociale que l'on détermine par les choix énergétiques.

Il est inexact de prétendre qu'un même rythme de croissance implique une même augmentation de la production d'énergie. Il n'est que de constater les énormes gaspillages, qui sont bien moins le fait des particuliers que celui des entreprises et du mode d'urbanisme, pour se convaincre que le rythme de croissance énergétique des dernières années n'est pas inéluctable.

A l'inverse, la quantité et la nature de l'énergie consommée modèlent fortement la croissance. Pouvons-nous admettre que la société de demain soit déterminée aveuglément par les décisions de quelques technocrates en matière de production d'électricité ?

C'est une occasion d'ouvrir le débat sur la nature et la finalité de la croissance économique, mais ce ne doit pas être non plus un débat d'initiés, d'autres techniciens plus éclairés. C'est une question qui concerne les producteurs eux-mêmes : et c'est pourquoi elle doit être débattue parmi tous les travailleurs. Le problème posé par le nucléaire en est une bonne occasion

Si l'on réunit ces trois éléments : les questions de survie, de destruction biologique, de devenir génétique sont soumises aux intérêts d'une fraction du capitalisme français ; les décisions sont prises au plus haut niveau par des représentants de l'Etat et des « managers » capitalistes ; la société française actuelle ne peut se prémunir sérieusement contre les risques que par une accentuation du contrôle militaire sur les activités civiles ; alors on ne peut qu'affirmer qu'il s'agit là d'une politique qui contient tous les prémisses d'un système totalitaire.

Seul un autre pouvoir peut aujourd'hui assurer une utilisation des connaissances scientifiques conformes aux intérêts du peuple. Mais il faut agir dès maintenant, et c'est pourquoi nous engageons l'action :

1°) pour l'arrêt immédiat du programme, et un moratoire de cinq ans. Partout où l'on voudra malgré tout entreprendre la construction d'une centrale naîtra un nouveau Larzac. Le pouvoir et la direction de l'E.D.F. devront céder.

2°) pour la création d'organismes publics de recherche théorique, appliquée et de développement sur les énergies nouvelles, et notamment sur le géothermique, indépendants de l'E.D.F.

3°) pour la reconquête de l'information par les travailleurs ; nous nous battons pour la saisir, la diffuser, organiser le débat sur les choix d'avenir concernant l'utilisation du nucléaire, l'énergie, la croissance.

C'est pour donner à cette action une plus grande ampleur que nous organisons en collaboration avec les Amis de la Terre, un grand rassemblement les 26 et 27 avril à Paris, avec une manifestation et un meeting le samedi 26 avril, et « six heures » de discussion et de réflexion sur les problèmes de l'énergie.

Michel MOUSEL ■

une déclaration de guerre



Une fois n'est pas coutume l'ensemble de la presse, des milieux gouvernementaux, des sphères politiques dites « responsables », et même la télévision, s'alignent sur le PSU et les mouvements écologiques. Ils prêtent tous la plus grande attention à ce fameux débat nucléaire dont il y a six mois encore les meilleurs esprits (technocratiques s'entend) nous disaient qu'il n'avait pas lieu d'être.

*Avons-nous partie gagnée pour autant ? Rien n'est moins sûr. Il n'était que de voir le débat soigneusement délimité et sans opposition franche qui s'est déroulé lundi dernier, sur la deuxième chaîne, pour percevoir l'usage qu'une certaine couche techno-libérale entend faire de la contestation nucléaire. C'est que, à aucun moment, en aucune manière, n'a été posée cette évidence : **le nucléaire, c'est de la politique.***

C'est pour cela, pour éviter cet étouffement dans de vagues considérations probabilistes, qu'il est nécessaire que la semaine du 20 au 27 avril, culminant avec la manifestation du 26 et les « 6 heures » sur l'énergie du 27, soit un succès de masse. Pour qu'elle ait ce caractère, c'est l'ensemble du parti, de sa « frange sympathisante », mais aussi de ceux pour qui l'autogestion n'est pas un thème de congrès mais le seul devenir de l'humanité qui doivent se mobiliser.

Le capitalisme moderne, avec son « développement impétueux » des forces productives, a créé dans toute

une série de secteurs de l'activité humaine des points de non retour au-delà desquels l'humanité dans son ensemble sera brisée, faute d'avoir pu préventivement détruire ce système d'aliénation et de mort. Notre engagement en tant que parti a fondamentalement cette signification.

A travers la remise en cause du mode militaro-policiier de production d'énergie qu'est le plan EDF, nous avons tous à mettre en œuvre notre stratégie de rassemblement d'unité populaire la plus vaste possible, car c'est seulement dans la démocratie ouvrière que peut s'élaborer la résistance du peuple aux forces qui menacent sa survie biologique même.

Le but du nucléaire, ce qui « électrifie » nos bons maîtres, c'est la notion d'augmentation de la consommation d'énergie par tête. C'est dire que ces braves gens trouvent concrètement que nous ne travaillons pas assez, que nous ne mettons pas assez de vie, de forces naturelles, et de matières premières dans le cycle production-consommation-répression. Ils ont besoin du nucléaire en 1975, comme ils avaient besoin de l'Alsace-Lorraine en 1914. Ils nous ont déclaré la guerre ; nous répondrons au défi.

Jacques THIBAUT ■